

Exonération des plus-values des TPE



© 2021 Les Echos Publishing

Pour éviter que la fiscalité ne soit un frein à la transmission d'une entreprise ou à la cession de ses éléments d'actif en cours d'exploitation, un régime d'exonération des plus-values réalisées par les très petites entreprises (TPE) relevant de l'impôt sur le revenu a été instauré.

L'imposition des ventes en ligne de biens de seconde main



© 2021 Les Echos Publishing

Leboncoin, Vinted, Ebay... les ventes de produits d'occasion sur les plates-formes en ligne communautaires ont bondi en 2020. En effet, confinés chez eux, de nombreux Français en ont

profité pour trier leur garde-robe, vider leur grenier, désencombrer leur logement et revendre les biens qu'ils ne souhaitent plus conserver. Mais les revenus tirés de ces transactions sont-ils fiscalisés ? Réponse.

Loi de finances 2021 : les principales nouveautés fiscales pour les professionnels



© 2021 Les Echos Publishing

En matière de fiscalité professionnelle, la loi de finances pour 2021 met en œuvre le fameux allègement des impôts de production prévu par le plan de relance de l'économie, un allègement qui concerne autant la CFE et la CVAE que la taxe foncière des établissements industriels. Et, autre aide apportée aux entreprises pour leur permettre de renforcer leurs fonds propres, les réévaluations d'actifs pourront temporairement être mises en œuvre en profitant d'une relative clémence fiscale. Sans oublier de nombreuses autres nouveautés que nous vous proposons de découvrir maintenant.

Loi de finances 2021 : les principales nouveautés fiscales pour les particuliers



© 2021 Les Echos Publishing

En matière de fiscalité personnelle, on notera la prorogation du dispositif Pinel, recentré sur les bâtiments d'habitation collectifs. Et on se souviendra que les quelque 20 % de contribuables qui sont encore redevables de la taxe d'habitation sur leur résidence principale vont perdre ce privilège sur les trois prochaines années, ce dont ils ne se plaindront pas !

Assurance-vie : comment un rachat est-il imposé ?



© 2020 Les Echos Publishing

Une formule de calcul permet de déterminer la quote-part du rachat qui sera imposable.

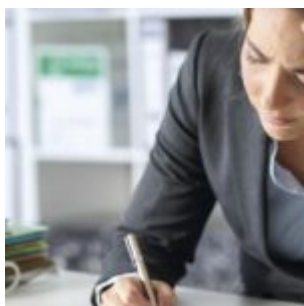
Impôt sur le revenu : faut-il rattacher ses enfants majeurs au foyer fiscal ?



© 2020 Les Echos Publishing

Les parents peuvent détacher leurs enfants majeurs et déduire une pension alimentaire ou bien les conserver dans le foyer fiscal et continuer à bénéficier de parts supplémentaires.

Les réclamations fiscales



© 2020 Les Echos Publishing

Pour contester un impôt, et obtenir le dégrèvement correspondant, les entreprises doivent en faire la demande auprès de l'administration fiscale par le biais d'une réclamation. Mais au 31 décembre, l'action en réclamation sera prescrite pour certains impôts.

Covid-19 : le guide pratique téléchargeable des aides aux entreprises



© 2020 Les Echos Publishing

Pour vous aider à bénéficier des aides et des mesures de soutien aux entreprises mises en place par les pouvoirs publics dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le cabinet vous propose de télécharger son guide pratique à jour des dernières mesures.

La gestion fiscale des déficits (entreprises à l'impôt sur les sociétés)



© 2020 Les Echos Publishing

La crise du Covid-19 a un impact important sur l'activité d'une majorité d'entreprises et donc sur leurs comptes. Au point de faire, dans certains cas, basculer ces comptes dans le rouge. Mais ces déficits ont une vertu : ils peuvent permettre à l'entreprise de réduire sa note fiscale. En effet, que vous soyez soumis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés (IS), vous pouvez utiliser vos déficits pour réduire vos impôts. Voici, après avoir traité, dans un dossier précédent, les règles qui s'appliquent aux déficits des entreprises relevant de l'impôt sur le revenu, celles qui régissent les déficits des sociétés soumises à l'IS.

Covid-19 : les aides aux

entreprises mobilisables

encore



© 2020 Les Echos Publishing

Au printemps dernier, au moment où l'épidémie de Covid-19 s'est abattue sur notre pays, les pouvoirs publics ont mis en place un certain nombre de dispositifs (aides financières, prêts garantis, report de charges fiscales et sociales...) destinés à permettre aux entreprises, petites, moyennes ou grandes, de traverser la période difficile qui s'en est suivie. Six mois plus tard, l'État continue à apporter son soutien financier aux entreprises, en particulier à celles en proie aux plus grandes difficultés. Voici un point sur les dispositifs, anciens ou nouveaux, dont elles peuvent (encore) bénéficier.